



Classes et catégories sociales: des différenciations inopérantes ?

EDITORIAL

Catégoriser les répondants à une étude quantitative constitue une information primordiale dans notre métier. La classification retenue est celle de l'Insee dénommée PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) mais sa pertinence est aujourd'hui remise en cause pour plusieurs raisons notamment pour la catégorie "ouvrier" ou pour celle intitulée "profession intermédiaire" qui a remplacé les "cadres moyens".

Pour la catégorie "ouvrier" on peut constater que nombre d'entre eux ne se déclarent pas sous cette catégorie, non par une volonté de valorisation, mais par le fait qu'ils exercent une activité qui ne leur semble pas celle d'un ouvrier en raison notamment d'une représentation sociale très ancrée qui associe ouvrier à usine.

La catégorie "profession intermédiaire", quant à elle, définit plus une position dans une organisation qu'une activité ; on peut en avoir la preuve dans le fait que les enseignants du primaire entre dans cette catégorie, alors que ceux du secondaire sont classés dans la catégorie "cadres et professions intellectuelles supérieures".

Ce constat d'une difficulté de classification s'accompagne de la création de catégories tout aussi peu fiables qui se créent au hasard d'élucubrations médiatiques, économiques ou idéologiques comme "la classe moyenne", "la classe globale"...

Un dicton proclame qu'il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre, il convient donc d'être prudent tout en continuant à travailler et à réfléchir à la création de nouveaux indicateurs qui permettraient de se substituer, dans l'analyse des comportements, aux catégories existantes qui montrent leurs limites explicatives.

Chantal Marquis

Nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS)

- 1- Agriculteurs exploitants
- 2- Artisans, commerçants et chefs d'entreprise
 - Artisans
 - Commerçants et assimilés
 - Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
- 3- Cadres et professions intellectuelles supérieures
 - Professions libérales et assimilés
 - Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
 - Cadres d'entreprise
- 4- Professions Intermédiaires
 - Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
 - Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
 - Techniciens
 - Contremaîtres, agents de maîtrise
- 5- Employés
 - Employés de la fonction publique
 - Employés administratifs d'entreprise
 - Employés de commerce
 - Personnels des services directs aux particuliers
- 6- Ouvriers
 - Ouvriers qualifiés
 - Ouvriers non qualifiés
 - Ouvriers agricoles
- 7- Retraités
- 8- Autres personnes sans activité professionnelle
 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé
 - Elèves, étudiants
 - Inactifs divers (autres que retraités)

Source : Insee PCS-2003

Des raisons de s'interroger sur la persistance des classes

Pour donner toute sa mesure à ce questionnement sur les classes, il faut se rappeler deux points essentiels : elles reposent sur le rapport au travail des personnes considérées et n'ont de consistance qu'au regard des concurrences voire des conflits établis entre elles. Sans faire un exposé exhaustif des points qui viennent alimenter leur remise en question, on peut noter quelques clivages au sein de ces classes qui peuvent les rendre caduques :

- les sans emplois (près de 10% de la population active), en forte augmentation qui présentent des profils très différents comme celui de jeunes en recherche d'un premier emploi, de personnes proches de la retraite, de personnes issues de l'immigration qui risquent de figurer définitivement dans cette catégorie,
- les personnes en emploi que l'on peut différencier par les formes contractuelles les liant à leur employeur (contrats à durée déterminée ou indéterminée), par la subordination de leur emploi aux fluctuations du marché ou par le bénéfice d'une sécurité de l'emploi,
- la catégorie "ouvriers" qui, du fait de la désindustrialisation massive de notre pays montre qu'elle a plutôt une réalité internationale aujourd'hui.

L'accès au logement, l'accès aux meilleures écoles, le lieu de résidence (qualité de vie...) sont des caractéristiques qui conditionnent très sûrement la vie des personnes considérées et leur comportement général ou spécifique.

Ces quelques clivages relevés montrent la complexité de la réalité sociale actuelle et la nécessité de les considérer au moins comme des grilles de lecture complémentaires en attendant d'en trouver de nouvelles plus adaptées. On peut, en revanche, s'interroger sur la déshérence de la notion des classes sociales et des répercussions sur le sentiment d'appartenance des individus et l'action collective qu'elle pouvait initier.

La classe moyenne

Une des premières questions qui se pose est celle de la définition des classes moyennes : faut-il se référer au revenu disponible, au patrimoine, au niveau de diplôme, à la profession ?

Si l'on choisit le critère de la rémunération, on peut observer que 50% de la population gagne entre 1100 et 2600 € par mois avant impôt, 30% de la population gagne moins et 20% gagne plus.

On peut donc retenir qu'effectivement, la classe moyenne présente une réelle prépondérance mais, de fait, on est loin de l'homogénéité de revenus largement évoquée dans la presse. De plus, ce n'est pas la même chose de disposer de 1100 € ou 2600 € par mois. D'où la distinction entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure.

Par ailleurs, cette classe moyenne a le sentiment de stagner voire de régresser, ce qui ne se vérifie pas exactement au niveau de l'évolution des revenus mais correspond davantage à un décalage de plus en plus important avec les hauts revenus : s'il fallait, dans les années 1930, 12 années aux classes moyennes pour atteindre le niveau des catégories aisées, il faut à présent près de 35 ans. Ces classes moyennes subissent, de plus mais dans une moindre mesure que les catégories aux plus faibles revenus, les augmentations des dépenses contraintes (logement, eau, électricité, téléphone, assurances...) et la précarité professionnelle avec les développements du chômage, des emplois en CDD...

Source : Régis Bigot "les classes moyennes font du surplace" Credoc

Textes et bibliographie

COMMENT SAISIR LA REALITE SOCIALE

La réalité sociale reste celle de forts clivages **Denis Clerc.**

CLASSES ET LUTTES DE CLASSES

Les classes n'expliquent pas tous les comportements qui sont conditionnés par d'autres déterminants mais continuent de contribuer à une lecture des relations de domination et soumission au sein de l'espace social. Texte extrait d'Alternatives économiques. **Pascal Combemale.**

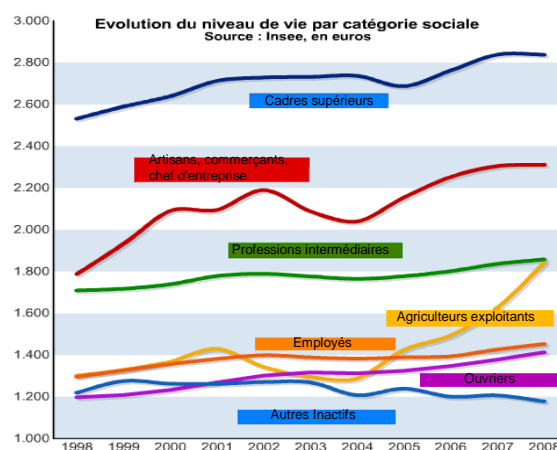
VIOLENCES URBAINES, VIOLENCE SOCIALE : genèse des nouvelles classes dangereuses

Dans ce livre, la violence sociale liée au chômage et à la précarité sont clairement données à voir et permettent de comprendre une classe populaire qui peut se cataloguer dans la catégorie des "exclus" de la classe moyenne.

Stephane Beaud et Michel Pialoux

LA CLASSE MOYENNE, CETTE ANTICLASSE CENSEE LES ABSORBER TOUTES

Jean Lojkine dénonce l'utilisation de cette notion de classe moyenne qui masque une réalité sociale moins enthousiasmante et fait un rapprochement entre la classe ouvrière qui a vu la nature de son travail évoluer avec la "révolution informationnelle" et les fractions prolétariées du salariat intellectuel qui pourraient se rejoindre, tant leur intérêts sont identiques, dans une action collective.



Source : Source : Insee-DGI, personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage ordinaire dont la personne de référence n'est pas étudiante

Le peuple en question

François Cusset, historien des idées, fait le constat de la disparition de ce terme au milieu du XXème siècle pour être remplacé par la masse, la classe ouvrière, le prolétariat, la multitude- qui refait surface depuis 2011.

Ce peuple reprend corps, selon lui à un niveau mondial (grec, espagnol, tunisien, égyptien, coréen, chinois et même étasunien avec le mouvement Occupy Wall street sans oublier les indignés) en tant que force populaire nouvelle. Sans organisation précise, sans même de revendication précise, sans concertation, sans mouvement au sens littéral du terme comme en opposition au culte du changement actuel, ce peuple a un commun en négatif lié à l'extrême précarité sociale, économique et existentielle et peut regrouper des intellectuels, des chômeurs, des intellectuels chômeurs et d'autres, en tout cas des personnes qui ne se satisfont pas de l'Etat, fondé de pouvoir du capitalisme.

L'évocation de ce ou ces peuples se fait exclusivement sur un registre négatif par les élites technocratiques ; le peuple, correspondant à une masse de personnes incultes, potentiellement dangereuses et surtout imprévisibles, risque pourtant une récupération des populismes de droite nous explique François Cusset.